

d'affaires puisque le fonds fonctionnera selon un système de recouvrement des coûts pour le gouvernement.

Je ne comprends pas la logique de ce système. Le Parti réformiste dit toujours qu'un dollar entre les mains d'un investisseur, d'un homme d'affaires, d'un entrepreneur ou d'un consommateur est, et de loin, beaucoup mieux qu'un dollar entre les mains d'un bureaucrate. Les changements prévus dans le projet de loi démontrent on ne peut mieux que nous avons bien raison.

Je n'arrive pas à comprendre le gouvernement. Si je me souviens bien de son slogan lors des dernières élections, c'était «des emplois, des emplois et encore des emplois». Souvenez-vous, les libéraux devaient consacrer six milliards de dollars à un programme d'infrastructures. Ils ont pris l'argent, l'ont canalisé par l'intermédiaire de bureaucrates, ils l'ont prêté, ils en ont donné, ils l'ont dépensé pour tenter de créer des emplois, mais cela n'a pas fonctionné.

Le président du Conseil du Trésor a comparu devant le Comité des opérations gouvernementales pour tenter de justifier son programme d'infrastructures. Il a admis que, après avoir dépensé six milliards de dollars, il n'a créé que 8 000 emplois permanents. Cela revient à 875 000 \$ par emploi. Il aurait été nettement préférable de mettre l'argent à la banque, de retirer l'intérêt et de le remettre aux gens en leur disant de ne même pas se donner la peine d'aller travailler puisqu'il y aura encore beaucoup d'argent. Dix pour cent de 750 000 \$ donne 75 000 \$ par année.

Cette façon de faire ne donne rien et ne stimule pas la croissance économique. Le prêteur n'en retire aucun avantage. Le projet de loi ne convaincra pas les prêteurs de prêter davantage aux petites entreprises. Les propriétaires de petites entreprises ne prendront pas plus de risques parce que ceux qui ont du succès se verront dorénavant obligés de payer la prime d'assurance au gouvernement par l'intermédiaire du prêteur pour que le gouvernement se porte à la rescousse des entrepreneurs qui échouent. Ce n'est qu'une autre façon de taxer le petit entrepreneur compétent et prospère qui essaie de créer des emplois dans notre pays et de stimuler la croissance économique afin que nous ayons une chance de nous sortir de ce marasme économique dont le gouvernement libéral et le gouvernement conservateur sont responsables.

Le gouvernement parle de transférer de la Chambre au Cabinet la responsabilité de prendre des règlements. C'est un affront à la Chambre, dont on est en train d'éroder continuellement les pouvoirs en les cédant à l'exécutif, au Cabinet. Bientôt, la Chambre sera strictement une société de débats où nous parlerons de projets de loi, mais où nous n'aurons absolument aucun contrôle à leur égard.

• (1735)

Si nous approuvons cette mesure législative dans sa forme actuelle, nous cédonc tous les pouvoirs au Cabinet. À quoi cela sert-il? Quand cette mesure sera-t-elle de nouveau débattue publiquement? Quand pourrons-nous découvrir que ce projet de loi ne fonctionne pas, qu'il ne crée pas d'emplois sauf des

Initiatives ministérielles

emplois de bureaucrates? Quand? C'est pour ces raisons que nous devons nous opposer à ce genre de mesure chaque fois que nous en avons l'occasion.

Nous, réformistes, croyons dans la nécessité de rendre des comptes. Il est grand temps que le gouvernement libéral fasse une analyse coûts-avantages pour nous dire quel sera, selon lui, le résultat de ces modifications qu'il propose. Combien d'emplois cette mesure créera-t-elle dans la fonction publique? Combien coûtera-t-elle aux contribuables? Combien d'emplois cette mesure créera-t-elle, selon le gouvernement, dans le secteur privé? Combien de recettes fiscales produira-t-elle? Combien d'emplois créera-t-elle dans les petites entreprises que le gouvernement veut aider?

Inversement, cette mesure contribuera-t-elle en réalité à faire disparaître des emplois dans le secteur privé? C'est ce qui arrivera, car ce projet de loi n'incitera pas les petits entrepreneurs à emprunter de l'argent aux conditions prévues dans la Loi sur les prêts aux petites entreprises. Tout le concept consiste à reconnaître qu'il y a des possibilités. Il faut prendre des risques.

On évitera désormais de prendre des risques parce que le gouvernement dit qu'il n'a plus d'argent. Il ira chercher l'argent dans les poches des entrepreneurs prospères et le remettra aux prêteurs qui s'en serviront pour annuler des dettes irrécouvrables. C'est une très mauvaise décision.

Les petites entreprises ont créé, au cours de la dernière décennie, la majeure partie des emplois au Canada et elles emploient près de la moitié de la population active. Les petites entreprises créent huit emplois sur dix dans notre pays. Elles le font grâce à leur esprit d'entreprise et non pas en faisant passer de l'argent par des bureaucrates, pour le reprendre au moyen d'une formule complexe comme celle que les libéraux veulent soumettre au Cabinet afin d'y apporter des changements s'ils le désirent.

Il faut affranchir les exploitants d'entreprises des règles, de la réglementation et de la paperasserie. Laissons-les créer des emplois. Si nous leur donnons la motivation et les incitatifs nécessaires pour le faire, les petites entreprises feront diminuer le chômage et créeront des emplois. Les recettes fiscales vont augmenter sans qu'il soit nécessaire de hausser les impôts. Le déficit va diminuer et notre compétitivité va s'améliorer sur les marchés internationaux. Nous obtiendrons tout cela si le gouvernement devient moins présent, au lieu d'intervenir encore davantage dans les activités des petites entreprises aux dépens de ces dernières.

Le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux a constaté que les petites entreprises représentaient 79 p. 100 des fournisseurs du gouvernement fédéral pendant l'année financière 1993-1994. Au moins, nous constatons avec plaisir que le gouvernement fédéral reconnaît que la petite entreprise peut offrir des produits de qualité comparable aux meilleurs produits dans le monde et qu'ils méritent d'être achetés pour le gouvernement canadien.

Toutefois, en dépit de l'excellente contribution de la petite entreprise à l'économie canadienne, les libéraux n'ont pas enco-